

ABANDONNÉS DANS LA POUSSIÈRE

L'héritage radioactif légué par AREVA au Niger

Résumé

Mai 2010

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il se classe au dernier rang de l'Indice de développement humain, établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Plus de 40 % des enfants nigériens présentent une insuffisance pondérale, le pays souffre de pénuries d'eau et près des trois-quarts de la population sont analphabètes¹. Pourtant, les ressources naturelles du Niger permettent au géant français du nucléaire, AREVA, d'engranger des milliards de dollars de profits. La société classée au Fortune 500² extrait de l'uranium – minerai dont la grande valeur n'a d'égal que la dangerosité – tout en laissant derrière elle une pollution environnementale qui perdurera pendant des siècles, non sans risques pour la santé des Nigériens.

Résumé

Le géant de l'énergie nucléaire AREVA tente de lancer une nouvelle révolution nucléaire. Déjà implanté dans plus de 100 pays à travers le monde, le groupe français a adopté une stratégie agressive pour partir à la conquête de nouveaux marchés. Ses experts en communication redoublent d'efforts pour convaincre les gouvernements, les investisseurs et le grand public – désireux de disposer d'une énergie propre – que l'énergie nucléaire est désormais une technologie sûre, propre et « écologique ». Les effets dévastateurs engendrés par cette conception erronée et inquiétante se font d'ores et déjà sentir.

Pour produire de l'énergie, les centrales nucléaires doivent être alimentées en uranium. Or l'extraction de ce minerai fait appel à des procédés particulièrement polluants et destructeurs, dont les effets catastrophiques sur les communautés vivant à proximité des mines et sur l'environnement peuvent perdurer pendant des milliers d'années. Le Niger est l'un des pays où ces effets néfastes sont les plus prégnants.

Pays d'Afrique de l'Ouest enclavé par le Sahara, le Niger affiche l'Indice de développement humain le plus bas de toute la planète. Un désert aride, des terres cultivables rares et une grande pauvreté sont des facteurs extrêmement problématiques. Mais si le pays pâtit d'un taux de chômage élevé, d'un faible niveau d'éducation, de l'analphabétisme, d'infrastructures médiocres et d'une instabilité politique, il possède en revanche un sous-sol riche en ressources minérales, notamment en uranium.

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Human Development Report 2009 - Niger*, http://hdrstats.undp.org/en/countries/country_fact_sheets/cty_fs_NER.html (consulté en mars 2009)

² <http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2009/snapshots/11244.html> (consulté en mars 2009)

Les activités d'extraction minière, lancées par AREVA dans le Nord du Niger il y a 40 ans, auraient dû augurer le sauvetage économique d'une nation qui figure parmi les plus démunies. Cependant, les activités menées par AREVA se sont avérées en grande partie destructrices. Les détonations et le forage dans les mines ont entraîné la formation de grands nuages de poussière, des déchets industriels et de la boue se sont entassés à ciel ouvert et le déplacement de millions de tonnes de terre et de roches pourrait contaminer les réserves d'eau souterraines, qui sont en train de s'épuiser rapidement en raison d'une exploitation industrielle abusive.

Au vu de la négligence dont fait preuve AREVA dans sa gestion du processus d'extraction, des substances radioactives peuvent être rejetées dans l'air, puis s'infiltrer dans la nappe phréatique et contaminer les sols avoisinant les villes minières d'Arlit et d'Akokan. Cette pollution endommage l'écosystème de façon permanente, tout en engendrant de multiples problèmes sanitaires pour la population locale.

En effet, l'exposition à la radioactivité peut causer, entre autres, des problèmes respiratoires, des malformations à la naissance, des leucémies et des cancers. Les maladies et les problèmes de santé sont nombreux dans cette région, et le taux de mortalité lié aux pathologies respiratoires y est deux fois plus élevé que dans le reste du pays³. Cependant, pour aucun de ces impacts AREVA n'assume ses responsabilités. En réalité, les hôpitaux sous le contrôle de cette entreprise ont été accusés d'avoir commis des erreurs de diagnostic, attribuant au sida des pathologies cancéreuses⁴. AREVA prétend qu'il n'y a jamais eu de cas de cancers imputables aux activités minières en quarante ans d'activité⁵, passant sous silence le fait que les hôpitaux locaux n'emploient pas de médecins du travail, empêchant ainsi d'établir tout diagnostic d'une maladie liée au travail.

L'agence gouvernementale chargée de surveiller ou de contrôler les actions d'AREVA manque d'effectifs et de ressources⁶. Depuis des années, des ONG et des organismes internationaux tentent de tester et d'évaluer les niveaux de radiation anormalement élevés auxquels est exposé le Niger. Mais les impacts de l'extraction d'uranium n'ont encore jamais fait l'objet d'une évaluation exhaustive et indépendante.

Toutefois, au mois de novembre 2009, Greenpeace, en collaboration avec le laboratoire français indépendant de la CRIIRAD⁷ et le réseau nigérien d'ONG ROTAB⁸, a pu effectuer une étude scientifique succincte de la zone, mesurant la radioactivité de l'eau, de l'air et des sols à proximité des villes minières où opère AREVA. Si les résultats de cette étude ne sont pas exhaustifs, ils n'en demeurent pas moins alarmants :

- Après quarante ans d'activités, un total de 270 milliards de litres d'eau ont été utilisés, contaminant ainsi les réserves d'eau et asséchant l'aquifère, qui prendra des millions d'années à se reconstituer.

³ Chareyron B., Note CRIIRAD N°08-02, *AREVA : Du discours à la réalité. L'exemple des mines d'uranium au Niger*, 30 janvier 2008.

⁴ Sherpa, *LA COGEMA AU NIGER - Rapport d'enquête sur la situation des travailleurs de la SOMAÏR et COMINAK, filiales nigériennes du groupe AREVA-COGEMA*, 25 avril 2005, p. 18.

⁵ AREVA, *Areva au Niger*, janvier 2009, p. 17.

⁶ Entretien avec Hamadou Kando, inspecteur et responsable des services techniques du Centre national de radioprotection (CNRP), Niamey, Niger, novembre 2009.

⁷ CRIIRAD : Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. www.criirad.org

⁸ ROTAB : Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire. www.rotabniger.org

- Sur quatre des cinq échantillons d'eau prélevés par Greenpeace dans la région d'Arlit, la concentration en uranium était supérieure à la limite recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'eau potable. Les données historiques indiquent une augmentation progressive de la concentration en uranium au cours des 20 dernières années, ce qui peut être révélateur de l'impact des opérations minières. Certains échantillons d'eau contenaient même du gaz radioactif dissous, le radon.
- Une mesure effectuée au poste de police d'Akokan a révélé une concentration en radon dans l'air de trois à sept fois supérieure aux niveaux habituellement relevés dans cette zone.
- Des particules de poussière fines ont révélé une augmentation de la concentration de la radioactivité deux à trois fois supérieure aux particules à gros grains. Les niveaux supérieurs d'uranium et de produits de décomposition décelés dans les petites particules qui se diffusent facilement sous forme de poussière sembleraient indiquer des risques supérieurs d'inhalation ou d'ingestion.
- La concentration en uranium et autres matériaux radioactifs relevés dans un échantillon du sol, prélevé à proximité de la mine souterraine, était environ 100 fois supérieure aux niveaux normalement mesurés dans la région, dépassant les limites d'exemption fixées au niveau international.
- Dans les rues d'Akokan, le niveau des taux de radiation était environ 500 fois supérieur aux niveaux normaux de fond. Une personne passant moins d'une heure par jour dans cet endroit serait donc exposée à une radiation supérieure au taux maximal annuel autorisé.
- Même si AREVA prétend que, désormais, aucun matériau contaminé ne sort des mines, Greenpeace a trouvé plusieurs morceaux de ferraille radioactive sur le marché local d'Arlit, présentant des taux de radiation supérieurs à 50 fois les niveaux de fond habituels. Les populations locales se servent notamment de ces matériaux pour construire leurs habitations.

À la fin du mois de novembre 2009, suite à la publication par Greenpeace d'une partie des premiers résultats de l'étude, AREVA a dû agir. Certains endroits radioactifs indiqués par Greenpeace dans un des villages miniers ont été nettoyés. Cependant, ce « nettoyage limité » n'atténue en rien le besoin d'effectuer une étude exhaustive afin que toutes les zones soient sécurisées pour la population locale.

Greenpeace demande à ce qu'une étude indépendante soit réalisée autour des mines et des villes d'Arlit et d'Akokan, suivie d'un nettoyage et d'une décontamination complète. Il est indispensable de mettre en place des contrôles permettant de garantir que les activités d'AREVA respectent les normes internationales en matière de sécurité et l'environnement, et tiennent compte du bien-être des employés et des populations vivant à proximité des sites miniers. AREVA doit joindre le geste à la parole et agir comme l'entreprise responsable qu'elle prétend être. Elle doit informer ses employés ainsi que la population locale des risques liés à l'exploitation d'uranium, car bon nombre de personnes au Niger n'ont encore jamais entendu parler de radioactivité et ne comprennent pas que les mines d'uranium représentent un danger.

Les habitants d'Arlit et d'Akokan continuent à vivre entourés d'air empoisonné, de terres contaminées et d'eau polluée. Jour après jour, les Nigériens sont exposés aux radiations, à la maladie et à la pauvreté, pendant que leurs ressources naturelles permettent à AREVA de réaliser des profits gigantesques. La population nigérienne mérite de vivre dans un environnement sûr, propre et sain et de partager les bénéfices provenant de l'exploitation de ses terres.

Les efforts accomplis par AREVA pour impulser une « renaissance du nucléaire » empoisonnent et risquent de faire disparaître les éléments essentiels à la vie-même des populations locales : leur air, leur eau et leur terre.

Ce rapport montre que l'énergie nucléaire joue avec nos vies, notre santé et notre environnement, et ce dès le début du cycle nucléaire, à savoir l'extraction minière d'uranium. Le nucléaire est une source d'énergie dangereuse et sale qui n'a pas sa place dans un avenir énergétique durable. Greenpeace appelle à la mise en marche d'une révolution énergétique, fondée sur l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, abordables et sûres.